FP

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 40.631/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 6 juin 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal" relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégories B", a donné le 4 juillet 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

L'article 10 (devenant l'article 11), alinéas 1er et 2, du projet dispose :

> "Art. 10. L'apprentissage par le biais de la licence d'apprentissage, les permis de conduire provisoires modèle 1 et modèle 2 sont abrogés. L'apprentissage par le biais du permis de conduire provisoire modèle 3 est abrogé pour ce qui concerne la formation à la conduite des véhicules de catégorie B.
>
> Les dispositions de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire qui sont contradictoires au présent arrêté sont abrogées pour ce qui concerne la formation à la conduite pour les véhicules de catégorie B, dont :
>
> - [...]."

Le recours à une telle méthode pour abroger les dispositions de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité qui seraient en contradiction avec celles du projet examiné ne peut être admis. La sécurité juridique impose en effet que les dispositions concernées soient expressément soit modifiées, si elles continuent à s'appliquer à la formation à la conduite d'autres catégories de véhicules, soit abrogées.

À titre de simple exemple des difficultés engendrées par cette méthode, il peut être relevé que :

- l'article 4, 1°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité devrait être modifié, afin que les titulaires du nouveau permis provisoire prévu par le projet soient également dispensés de l'obligation d'être titulaires et porteurs d'un permis de conduire;

- le projet examiné supprime les actuels permis provisoires modèles 1, 2 et 3, ainsi que la licence d'apprentissage, sans toutefois fixer les modèles de nouveaux permis provisoires qu'il crée.

Plus fondamentalement, l'auteur du projet doit être invité à faire un choix clair entre les deux méthodes suivantes :

1° soit consacrer un arrêté distinct à la formation à la conduite des véhicules de la catégorie B, et en faire un texte indépendant de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité, ce qui n'est pas le cas du projet actuel;

2° soit insérer les dispositions du projet actuellement examiné dans l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité.

Même s'il est parfaitement possible de consacrer un arrêté spécifique au permis de conduire B (voire à chacun des différents permis A, B, C et D), la seconde option doit être recommandée, afin d'éviter de devoir répéter, dans plusieurs arrêtés distincts, les mêmes dispositions générales [(1)].

Sous le bénéfice de cette observation générale, les observations particulières sont formulées.

---

(1) La préoccupation, exprimée par le délégué du ministre, d'assurer une information claire au bénéfice des personnes souhaitant suivre ou organiser une formation à la conduite donnant lieu à la délivrance d'un permis B peut être assurée par la publication au Moniteur belge du rapport au Roi accompagnant l'arrêté modificatif.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

1. À l'alinéa 1er du préambule, relatif au visa du fondement légal du projet, il convient d'ajouter que l'article 1er de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, a également été modifié par la loi du 20 juillet 2005.

2. Il convient également d'y préciser que l'article 21, alinéa 2, de la même loi a été remplacé, et non modifié, par la loi du 9 juillet 1976. Cette disposition n'a, en outre, - et contrairement à l'alinéa 1er de cet article - pas été modifiée par la loi du 18 juillet 1990.

3. Il convient, enfin, d'y ajouter que l'article 27 de la loi du 16 mars 1968 précitée, a été remplacé par la loi du 9 juillet 1976 (avant d'être modifié par la loi du 18 juillet 1990).

Alinéa 2

À l'alinéa 2 du préambule, relatif au visa de l'article 8 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, que l'article 11 du projet vise à modifier, il convient de supprimer la mention de l'arrêté royal du 29 mai 1996, lequel n'a pas modifié l'article 8 précité.

Il convient par contre d'y ajouter la mention des arrêtés royaux des 24 juin 2000 et 4 avril 2003, qui l'ont modifié.

Alinéa 3

À l'alinéa 3 du préambule, relatif au visa de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité, que l'article 10 du projet vise à modifier, il y a lieu d'ajouter qu'il a également été modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 2005, 30 septembre 2005, 8 mars 2006 et 24 avril 2006.

Alinéa 4 (nouveau)

Il convient de viser également au préambule du projet, l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, que l'article 12 du projet vise à modifier, ainsi que les modifications déjà subies par cet arrêté et encore en vigueur.

Alinéa 4 (actuel)

La mention que le projet examiné transpose partiellement la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire et les directives qui l'ont modifié, trouvera mieux sa place dans un nouvel article 1er, inséré dans le dispositif du projet. La numérotation des articles sera revue en conséquence, et il est proposé d'intituler le chapitre Ier "Dispositions générales".

Alinéa 5

Dans le préambule du projet, il n'y a pas lieu de consacrer un considérant à la décision de la Commission du 10 juillet 1996 concernant une dérogation aux dispositions de l'annexe III de la directive 91/439/CEE précitée. Cette décision traite en effet d'une question qui n'est pas abordée par le projet (2).

---

(2) Son article 1er dispose :
"Dans les cas où l'acuité visuelle minimale de 0,8 et 0,5 est obtenue à l'aide de verres de lunettes, les États membres peuvent autoriser que la puissance de ces verres atteigne plus ou moins 8 dioptries, au lieu de plus ou moins 4 dioptries."

Dispositif

Article 3
(devenant l'article 4)

À l'article 3 (devenant l'article 4), alinéa 3, b), du projet, il convient de préciser que l'on vise les articles 44, § 5 ou 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité.

Article 5
(devenant l'article 6)

L'article 5 (devenant l'article 6) du projet dispose :

> "Art. 5. Le permis de conduire provisoire visé à l'article 3 ou 4 doit être demandé dans un délai de trois ans suivant la réussite de l'examen théorique. Après expiration de la durée de validité, le candidat ne peut obtenir un nouveau permis de conduire provisoire qu'après avoir repassé l'examen théorique avec succès."

Dans la deuxième phrase de la version française de cet article, les termes "après expiration de la durée de validité" peuvent renvoyer tout aussi bien à la durée de validité de la réussite de l'examen théorique qu'à celle du permis de conduire provisoire.

Il convient dès lors de les remplacer par les mots "après expiration de ce délai", comme dans la version néerlandaise de cette disposition.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT R. ANDERSEN

FP

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.631/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 juni 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B", heeft op 4 juli 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt), eerste en tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

> "Art. 10. De scholing via de leervergunning, het voorlopig rijbewijs model 1 en model 2 worden afgeschaft. De scholing via het voorlopig rijbewijs model 3 wordt afgeschaft voor wat betreft de rijopleiding voor voertuigen van categorie B.
>
> De bepalingen van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs die in tegenspraak zijn met dit besluit worden voor wat betreft de rijopleiding voor voertuigen categorie B opgeheven, waaronder :
>
> - [...]."

Het volgen van een dergelijke werkwijze voor het opheffen van de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998 die strijdig zouden zijn met die van het onderzochte ontwerp, kan niet worden aanvaard. De rechtszekerheid vereist immers dat de betrokken bepalingen ofwel uitdrukkelijk worden gewijzigd, indien ze van toepassing blijven op het rijonderricht voor andere categorieën van voertuigen, ofwel uitdrukkelijk worden opgeheven.

Louter bij wijze van voorbeeld van de moeilijkheden die een dergelijke werkwijze meebrengt, kan er op worden gewezen dat :

- artikel 4, 1°, van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 zou moeten worden gewijzigd, opdat de houders van het nieuwe voorlopige rijbewijs waarin het ontwerp voorziet, eveneens worden vrijgesteld van de verplichting om houder en in het bezit te zijn van een rijbewijs;

- het onderzochte ontwerp de huidige voorlopige rijbewijzen modellen 1, 2 en 3 afschaft, alsook de leervergunning, zonder evenwel de modellen van de nieuwe voorlopige rijbewijzen die het invoert vast te stellen.

Meer fundamenteel moet de steller van het ontwerp verzocht worden een duidelijke keuze te maken tussen de twee volgende werkwijzen :

1° ofwel wordt een afzonderlijk besluit gewijd aan het rijonderricht voor voertuigen van categorie B, en wordt dit een tekst die losstaat van het genoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998, wat niet het geval is met het huidige ontwerp;

2° ofwel worden de bepalingen van het ontwerp dat thans wordt onderzocht, in het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998 ingevoegd.

Ook al is het perfect mogelijk een specifiek besluit voor het rijbewijs B (en zelfs voor elk van de verschillende rijbewijzen A, B, C en D) vast te stellen, moet voor de tweede optie worden gekozen, om te voorkomen dat dezelfde algemene bepalingen moeten worden herhaald in verschillende afzonderlijke besluiten [(1)].

Onder voorbehoud van deze algemene opmerking worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

---

(1) Aan de door de gemachtigde van de minister verwoorde betrachting om duidelijke informatie te verschaffen aan personen die het rijonderricht wensen te volgen of te organiseren waarvoor rijbewijs B wordt uitgereikt, kan worden tegemoet gekomen door het verslag aan de Koning dat bij het wijzigingsbesluit is gevoegd in het Belgisch Staatsblad bekend te maken.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

1. In het eerste lid van de aanhef, dat betrekking heeft op de verwijzing naar de rechtsgrond van het ontwerp, moet worden toegevoegd dat artikel 1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, eveneens is gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005.

2. Er moet eveneens in worden vermeld dat artikel 21, tweede lid, van dezelfde wet is vervangen, en niet gewijzigd, bij de wet van 9 juli 1976. Deze bepaling is bovendien - in tegenstelling tot het eerste lid van dit artikel - niet gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990.

3. Ten slotte moet worden toegevoegd dat artikel 27 van de genoemde wet van 16 maart 1968 vervangen is bij de wet van 9 juli 1976 (alvorens te worden gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990).

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef, dat betrekking heeft op de verwijzing naar artikel 8 van het koninklijk besluit houdende algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, dat artikel 11 van het ontwerp beoogt te wijzigen, moet de vermelding van het koninklijk besluit van 29 mei 1996, dat het voornoemde artikel 8 niet heeft gewijzigd, vervallen.

Daarentegen moet het lid worden aangevuld met de vermelding van de koninklijke besluiten van 24 juni 2000 en 4 april 2003, die het hebben gewijzigd.

Derde lid

Het derde lid van de aanhef, dat betrekking heeft op de verwijzing naar het eerder genoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998, dat artikel 10 van het ontwerp beoogt te wijzigen, moet worden aangevuld met de vermelding dat het eveneens gewijzigd is bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2005, 30 september 2005, 8 maart 2006 en 24 april 2006.

(Nieuw) vierde lid

In de aanhef van het ontwerp moet eveneens worden verwezen naar het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, dat artikel 12 van het besluit beoogt te wijzigen, alsmede naar de wijzigingen die in dit besluit reeds zijn aangebracht en die nog van kracht zijn.

(Huidige) vierde lid

De vermelding dat het onderzochte ontwerp richtlijn 91/439/EEG van de Raad van 29 juli 1991 betreffende het rijbewijs en de richtlijnen die ze hebben gewijzigd, gedeeltelijk omzet, zou beter komen te staan in een nieuw artikel 1, ingevoegd in het dispositief van het ontwerp. De nummering van de artikelen moet dienovereenkomstig worden herzien, en er wordt voorgesteld hoofdstuk I "Algemene bepalingen" te noemen.

Vijfde lid

Er is geen grond om in de aanhef van het ontwerp een overweging op te nemen inzake de beschikking van de Commissie van 10 juli 1996 betreffende een afwijking van de bepalingen van bijlage III van de voormelde richtlijn 91/439/EEG. Deze beschikking handelt immers over een kwestie die in het ontwerp niet ter sprake komt [(2)].

---

(2) Artikel 1 ervan luidt als volgt :
"De Lid-Staten mogen een waarde van plus of minus 8 dioptrie toestaan in plaats van plus of minus 4 dioptrie, wanneer de minimale gezichtsscherpte van 0,8 en 0,5 door correctie met behulp van brillenglazen wordt verkregen."

Dispositief

Artikel 3
(dat artikel 4 wordt)

In artikel 3 (dat artikel 4 wordt), derde lid, b), van het ontwerp moet worden gepreciseerd dat de artikelen 44, § 5, of 45 van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 worden bedoeld.

Artikel 5
(dat artikel 6 wordt)

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt) van het ontwerp bepaalt :

> "Art. 5. Het in artikel 3 of 4 bedoelde voorlopig rijbewijs moet worden aangevraagd binnen de drie jaar na het slagen voor het theoretisch examen. Na het verstrijken van deze termijn kan de kandidaat pas terug een voorlopig rijbewijs aanvragen na opnieuw het theoretisch examen met goed gevolg te hebben afgelegd."

In de tweede zin van de Franse versie van dit artikel kunnen de bewoordingen "après expiration de la durée de validité" zowel naar de geldigheidsduur na het slagen voor het theoretisch examen als naar de geldigheidsduur van het voorlopige rijbewijs verwijzen.

Ze dienen derhalve te worden vervangen door de bewoordingen "après expiration de ce délai", zoals in de Nederlandse versie van deze bepaling.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

DE GRIFFIER, DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT R. ANDERSEN